

POLITIQUE :

P.3

Qu'est-ce qui empêche tant la formation du nouveau gouvernement Ahoomey-Zunu ?



Faure Gnassingbé, PR



Séléagodji Ahoomey-Zunu, PM

DEVOIR DE VÉRITÉ / Agbéyomé Kodjo :



Agbéyomé Messan Kodjo, Pdt OBUTS

P.4 "Le CST ne peut être détourné au profit d'une ambition hégémonique dans le mépris des autres composantes en son sein et sans leur consentement"

Interview de Jean-Claude HOMAWOOD de l'UFC :

"L'ANC n'a pas fait le score que l'UFC avait l'habitude de faire quand elle était un parti uni et unique"



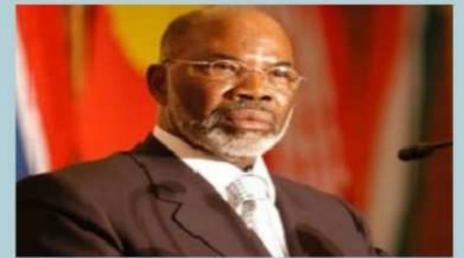
Jean-Claude Homawoo

Lisez nous désormais sur le : www.lemedium.info avec :



ECOBANK :

Gervais Djondo appelle à la démission de Kolapo Lawson à la tête du conseil d'administration



Gervais Koffi Djondo

Le groupe ECOBANK est toujours dans la tourmente. Après les allégations de mauvaises gestions et de bonus faramineux octroyés au plus haut sommet du groupe qui ont sérieusement écorché l'image du groupe panafricain, Gervais Koffi Djondo, sort du silence. En sa qualité de président d'honneur et co-fondateur de la banque panafricaine, il demande la démission de Kolapo Lawson, président du Conseil d'Administration.

Suite page 7

Médias :

Des professionnels des médias en atelier d'échanges sur la liberté d'expression du 17 au 19 septembre à Lomé



IGE Olatokumbo du Bureau du HCDH-Togo

Des professionnels des médias sont en conclave du 17 au 19 septembre à Lomé, rencontre d'échanges sur la "jouissance de la liberté d'expression" organisée par le bureau du Haut Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme (HCDH-Togo) en partenariat avec le ministère de la communication, la Haute Autorité l'Audiotvisuel et de la Communication (HAAC), des associations et syndicats de presse, et l'organe d'autorégulation.

Suite page 2

Invité de la semaine

Cinq questions à Pierre-Claver Akolly DEKPOH, Président de l'ACAT-Togo

P.7



"... Un mariage défenseur des droits de l'homme et politiciens est un danger pour les pauvres citoyens qui attendent que nous volions à leur secours ..."

Justice :

Un Togolais condamné à mort en Malaisie

Bebou Akpo Bouraima, un ressortissant allemand de 40 ans d'origine togolaise, a été jugé jeudi dernier par un tribunal de la ville de Shah Alam (Etat de Selangor en Malaisie) pour avoir transporté dans ses bagages près de deux (02) kg de méthamphétamine, une drogue de synthèse très prisée en Asie.

Pour sa défense, Bouraima prétend qu'il est un politicien connu au Togo. 'Comment voulez-vous qu'un homme politique soit aussi trafiquant de drogue', a-t-il déclaré aux juges peu convaincus. Le prévenu avait été arrêté en janvier 2011 à l'aéroport de Kuala Lumpur.

Suite page 4

Météo

Mardi 17 Septembre 2013

Matin :

Ciel peu nuageux
24°C

Après-midi :

Ciel peu nuageux
30°C

EDITO

Qui sème le vent, récolte la tempête

Cette assertion se définit aisément dans les rangs du Collectif "Sauvons le Togo". Depuis donc quelques jours, des dissensions de point de vue et des expressions de mécontentement sont apparues au sein du CST. La grande question est de savoir si les députés élus sous la bannière du CST lors des dernières législatives y siègeront ainsi ou devront-ils constituer un autre groupe parlementaire? A cette question, répondent des sorties médiatiques de certains leaders de ce collectif. Des sorties contradictoires qui au lieu de rassurer leurs militants et resserrer les rangs, divisent plutôt. Les militants, surtout les naïfs, ne savent plus aujourd'hui à quel saint se vouer. Faut-il continuer par suivre ces leaders avides de sensationnels et incapables de s'accorder sur le minimum vital d'actions? Ou suivre plutôt abasourdis les querelles de leadership de leurs dirigeants, qui avouons-le, pensent allégrement à leurs intérêts propres plutôt qu'aux idéaux de leur lutte politique. Nous pouvons même nous demander s'ils ont un idéal qu'ils poursuivent?

Si idéal, ils ont, cela ne peut être que le désordre qu'ils connaissent aujourd'hui dans leurs propres rangs, et qu'ils avaient voulu semer au sein des populations togolaises par leurs actions politiques dignes d'une autre époque, sous prétexte de vouloir "sauver le Togo", si ce n'était autre but que "de se sauver eux-mêmes en priviliégiant leurs propres intérêts", en jetant dans les rues de pauvres jeunes et citoyens, qui malheureusement croyaient qu'ils étaient capables de grandes choses, de prouesses, qu'ils pensaient à leurs intérêts.

Quel est ce regroupement politique ou bien même cette manière de faire la politique, s'il arrivait à un seul militant ou leader d'être conséquent, sans être exposé, dénigré et jeté à la vindicte populaire qui ne dit pas clairement son nom? Sont-ils des démocrates ou des dictateurs?

Aujourd'hui, c'est Agbéyomé Kodjo et son OBUTS qui lancent des OBUTS de mécontentement. Subitement, ces derniers adulés hier sont devenus des vendus, des "missionnaires" pour détruire l'opposition. Que c'est triste, cette manière de procéder, de réfléchir et d'agir de la part de certains responsables du CST qui pensent que ce sont eux seuls qui possèdent la matière grise. Une matière grise qui ne s'exerce malheureusement que dans les manifestations de rues et meeting à la plage.

Triste scène politique qu'offrent les leaders du CST à leurs militants. C'est désolant. Mais pas étonnant. Car qui sème le vent, récolte la tempête.

Crédo TETTEH



Récépissé

N°0062/12/05/99/0465/29/10/12/HAAC

Adresse :

893, rue 19 Saint Joseph

01 BP : 450 Lomé

Tél : +228 99 52 05 15

Courriel : lemedium2013@yahoo.fr

Maison de la Presse, Casier N° 78

Directeur de la Publication :

CRÉDO ADJÉ K. TETTEH

Rédaction :

Jacques Komi SOLETE

Crédo TETTEH

Ekoué SATCHIVI

Dodo ABALO

Dezzy HUTCHNER

B. Ogouki ATAKPA

Infographie : JPB

Impression : ST Louis,

Doulassamé-LOME Tél : 9012 3730

Tirage : 2.500 exemplaires

Distribution: Léo AYIVI (90 19 70 25)

Libre opinion :

"Opération DEKON III" : Qui a roulé les populations de Lomé dans la farine ?

(Une enquête exclusive du Dr David IHOU, ancien Ministre de la Santé et de la Population ; Consultant en géopolitique et stratégie sécuritaire.)

NOM DE code : "Opération DEKON III".

Objectifs : Fixer les leaders de l'opposition à Lomé et neutraliser l'ANC, le CAR, la CDDA, OBUTS et les autres...

Initiateurs de l'opération : inconnus, mais de fortes suspicions pèsent sur une filière camerounaise...

Les pions : Me Zeus AJAVON, Me Gil Benoît Afangbedji, et Me Raphaël Kpande-Adzaré...

Les dindons de la farce : Me Gil Benoît Afangbedji, Me Raphaël Kpande-Adzaré, Agbéyomé Kodjo, Dodzi Apévon, Aimé Gogué, Kafui Adjamagbo, Jean Pierre Fabre et les autres...

Dans mon article paru il y a un mois et demi et intitulé "CHRONIQUE D'UNE DEFAITE ANNONCÉE ET CONSOMMÉE", j'avais posé cette question : "Et si Zeus Ajavon avait pour mission de plomber l'opposition démocratique togolaise ?" ... et j'avais répondu à ma propre question, en ces termes : "Dans ce cas, il a brillamment réussi sa mission ! Bravo, faux sauveur !"

Il faut être un naïf de première classe pour croire Zeus Ajavon, quand il déclare, même à la TVT, qu'il "n'est candidat à rien" et qu'il s'est éloigné de la vie politique depuis 2003. Les exemples qu'il a donnés du COD I, du COD II et du Sénégal sont bidons ! Tous les leaders politiques et de la société civile du COD I et du COD II avaient des ambitions politiques. Mieux, personne ne s'était présenté aux élections sous le sigle COD I ou COD II, comme les leaders l'ont fait avec le CST. Au Sénégal, la société civile est venue en appui aux partis politiques et ne s'est pas présenté sous un vocable quelconque pour aller aux élections... Bref, Zeus Ajavon a menti sur toute la ligne... La RADDHO d'Alioune TINE a recommencé à surveiller Macky SALL, comme du lait sur le feu, après l'avoir soutenu à fond pour son élection à la Présidence du Sénégal...

Au Togo, l'ANC, ADDI, le PSR, OBUTS sont partis aux élections sous le sigle CST. Le coordonnateur du CST, Me Zeus Ajavon est tout indiqué pour être le Premier Ministre de Faure GNASSINGBE... si l'opposition avait la majorité absolue aux dernières législatives ! Mais le plan du Coordonnateur est déjoué et ce scénario a échoué ! Disons plutôt que les plans des initiateurs et concepteurs de l'opération "DEKON III" sont différents de ce scénario : l'opposition ne doit, en aucun cas, gagner ces législatives, et le plan a marché et l'opposition a reçu une fessée magistrale !

Nous avions cru, au départ que "l'opération DEKON III" était mise en

route par le pouvoir, mais vérification rigoureuse faite, il n'en est rien ! Le pouvoir n'y est pour rien dans la conception, l'organisation et l'exécution de l'opération...

Bon Dieu de bon sang, pourquoi un défenseur des Droits de l'Homme, avocat défenseur de Kpatcha GNASSINGBE (demi-frère du Président de la République), ancien député de l'ancien parti UTD, candidat malheureux aux législatives de 2007, se met-il subitement dans la tête de créer un Collectif, dénommé pompeusement "Sauvons le Togo", et qui a, comme objectif principal, de chasser Faure GNASSINGBE du pouvoir ?

"Nous n'irons pas au dialogue avec un pouvoir illégal et illégitime"...

"Nous n'irons au dialogue que pour débattre des conditions de départ du Président Faure", a péti Zeus Ajavon...

Ces déclarations de Me Zeus Ajavon plantent le décor de "l'opération DEKON III".

Sur quoi et sur qui comptait Zeus Ajavon pour faire des déclarations aussi belliqueuses que celles-ci : "Nous avons une panoplie de moyens et si on nous pousse à l'insurrection, nous n'hésiterons pas".

"S'ils veulent organiser des élections, ils n'ont qu'à essayer, c'est bonjour les dégâts, c'est tout"...

C'est à cause de ce décor inquiétant, que nous avons décidé de mener notre enquête. Pas question de laisser le Togo sombrer dans une guerre civile ! J'ai touché du doigt trois pays, le Libéria, la Sierra Leone et la Guinée, en tant que Directeur d'une ONG couvrant ces trois pays, et j'en sais quelque chose...sur les ravages d'une guerre en Afrique...

Enfin, il y avait plus de peur que de mal, et Me Zeus Ajavon n'était, en fait, qu'un pion plaisantin, qui porte quand même une très lourde responsabilité dans les marches et les sit-in du CST, surtout, avec "les derniers tours de Jéricho", nom donné à la marche du CST des 10, 11 et 12 Janvier 2013, qui a coïncidé avec les gigantesques incendies des marchés de Kara et de Lomé !...Plusieurs personnes sont arrêtées dans cette affaire, et la justice suit son cours. Malheureusement, Mr YAKANOU est mort dans cette affaire, dont on attend l'épilogue judiciaire...

La finalité de l'opération, c'est de faire nommer Zeus Ajavon Premier Ministre. Les marches et les sit-in de DEKON devaient provoquer un tel "bordel" dans le pays, que le Président devait nommer l'avocat à la Primature, avec pour mission, d'organiser les élections législatives en décembre 2013, soit quinze mois de gestion, après un dialogue inclusif !

Pendant que Me Ajavon serait Premier Ministre, les initiateurs de l'opération DEKON III, auraient mis le grappin sur plusieurs sociétés d'Etat, et gagné des transactions financières juteuses, avec, comme Premier Ministre, Me Zeus Ajavon. Pour faire d'une pierre deux coups, pendant que "le dialogue inclusif", ferait distraire l'opposition, celle-ci serait ficelée à Lomé, pendant que le parti au pouvoir peaufine sa stratégie sur le terrain. Les concepteurs de l'opération comptaient demander des royalties au pouvoir, pour avoir réussi à "fixer" l'opposition à Lomé et, ainsi, lui fait mordre la poussière!

Que dire de l'attitude de certaines populations de Lomé qui, sans savoir les tenants et aboutissants de la création du CST, suivent bêtement Zeus Ajavon dans sa folle aventure ? Certains togolais sont devenus tellement crédules, qu'ils croient à tout et tout le monde ! J'étais en exil, quand ma mère m'apprend qu'une rumeur sur les vertus thérapeutiques de l'urine a plongé les loméens dans une hystérie, et qu'ils boivent, par milliers, leur propre urine matinale ! Et ma mère avait ajouté, avec un humour caustique : "Il ne leur reste plus



Dr David IHOU

qu'à manger leurs excréments. "...

Même crédulité incroyable de leaders politiques, comme Jean Pierre Fabre (ANC), Agbéyomé Kodjo (OBUTS), Dodzi Apevon (CAR), Kafui Adjamagbo (CDPA), Komi Wolou (PSR), Gogué Aimé (ADDI), qui défilent, à l'appel du CST, dans les rues de Lomé ! Beaucoup rentrent même dans le cul du CST, et vont aux législatives sous ce sigle ! Des partis politiques qui s'identifient à un collectif créé seulement en avril 2012, alors que certains de ces partis ont vingt ans d'existence ! ...

Avec la création du CST, Zeus Ajavon a roulé tout le monde dans la farine, mais comme on le dit chez nous, "c'est compte tenu de l'aspect de votre visage qu'on vous attribue votre morceau de viande de porc" !...

Zeus Ajavon, lui-même, a été proprement roulé dans la farine et on lui a donné un tout petit morceau de viande de porc !

Dr IHOU David

Médias : Des professionnels des médias en atelier d'échanges sur la liberté d'expression du 17 au 19 septembre à Lomé

DES PROFESSIONNELS des médias sont en conclave du 17 au 19 septembre à Lomé, rencontre d'échanges sur la "jouissance la liberté d'expression" organisée par le bureau Haut Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme (HCDH-Togo) en partenariat avec le ministère de la communication, la Haute Autorité l'Audiovisuel et de la Communication (HAAC), des associations et syndicats de presse, et l'organe d'autorégulation.

Ce conclave qui va regrouper des journalistes et des représentants des organisations de presse, s'inscrit dans le cadre de la journée internationale de la démocratie.

Cette rencontre vise à faire ressortir la dimension réelle ainsi que les implications de la liberté d'expression telle que proclamée par les instruments internationaux des droits de l'Homme.

La jouissance de la liberté d'expression par les citoyens togolais est mise à mal par un certain nombre de difficultés dû notamment à la forte polarisation du contexte politique togolais, ce qui compromet la culture de la pluralité d'opinions et d'informations, et la tentation de rejeter tout débat contradictoire, un élément essentiel de la démocratie. Par ailleurs, une évaluation sommaire des différentes parutions de la presse, révèle que celle-ci sert de plus en plus de relais à des propos haineux, violents, parfois immoraux, de diffamation ou de contre-vérité, malgré l'existence et le travail des organes d'autorégulation. Il est à noter également que le secteur médiatique togolais a enregistré un accroissement du nombre de plaintes déposées contre les médias par des citoyens pour atteinte à la vie privée ou à l'honorabilité suivant les cas.

Cette rencontre se veut un cadre de sensibilisation des différents acteurs sur la liberté d'expression, ainsi que



Mme IGE Olatokumbo, du Bureau du HCDH-Togo

sur ses différentes restrictions à travers un partage d'expériences et de bonnes pratiques.

Elle permettra aux participants de mieux comprendre le droit à la liberté d'expression ainsi que ses différents corollaires. A travers ce conclave, ils cermeront le contenu du concept de la liberté d'expression, ses domaines d'application ainsi que les restrictions qui peuvent en découler.

Au total sept panels marqueront ces trois jours de partages et de réflexions. Les thèmes seront axés sur la liberté d'expression dans un contexte pluraliste, partage d'expériences sur l'éthique et la liberté d'expression, trilogie liberté d'expression, politique et médias dans le contexte togolais, protection et sauvegarde de la liberté d'expression, problématique de l'efficacité de la liberté d'expression, liberté d'expression des femmes et des groupes vulnérables.

Rappelons que le paysage médiatique togolais est composé d'environ 80 radios, une dizaine de chaînes de télévisions, plus de 400 titres dont 107 paraissent régulièrement, et des presses en ligne d'obédiences diverses.

Le Togo dispose d'un organe de régulation (HAAC) dont les missions sont de garantir, d'assurer la liberté et la protection de la presse et de tous moyens de communication de masse dans le respect de la loi, de veiller au respect de la déontologie en matière d'information et de contribuer à l'élargissement des espaces de liberté, et à la consolidation de la démocratie et de l'Etat de droit.



-Togoentreprise.com est l'annuaire professionnel pour trouver des partenaires et faire connaître votre entreprise.

-Vous disposez d'un formulaire de contact qui permet aux clients de vous contacter directement et suivre vos communications.

-Votre liste de contact est disponible en ligne à tout moment et 24h/24.

-Ne traînez plus vos nombreuses cartes de visites!!!

-Votre entreprise est visitée par des internautes à travers le monde entier.

-Inscrivez vous rapidement sur togoentreprise.com

www.togoentreprise.com

POLITIQUE : Qu'est-ce qui empêche tant la formation du nouveau gouvernement Ahoomey-Zunu II?

LE PREMIER ministre Ahoomey Zunu a été reconduit le 6 septembre 2013 par décret présidentiel. Depuis ce jour, les Togolais, dans l'attente d'un nouveau gouvernement sont tous les soirs scotchés aux postes téléviseurs dans l'attente de prendre connaissance des nouveaux ministres et anciens nouveaux. Dans la foulée, le président de l'Assemblée Nationale a convoqué tous les honorables à une session extraordinaire pour aujourd'hui mardi 17 septembre.

L'espoir de publication du gouvernement a sans doute pris de l'ascendant chez les Togolais qui étaient visiblement confiants que hier mardi le nouveau gouvernement tant désiré devait voir le jour. Mais depuis, la mayonnaise tarde à prendre. Le summum a été atteint hier donc quand pendant les 30 minutes du Journal télévisé à la TVT, la chaîne nationale, rien n'a filtré. Du coup, dans nombre de foyers, les interrogations fusent. Les téléphones portables crépitent. Les sms déchargent les batteries des Togolais qui pour la plupart se demandent au juste ce qui se passe au Palais de la Marina et de surcroît à la Cité OUA, et qui retarde ainsi la formation du gouvernement nouvelle formule. Un gouvernement qui devra si tout est ficelé à temps s'attaquer aux chantiers en suspend et ceux en veilleuse depuis la démission de l'ancienne équipe d'Arthème Séléagodji Ahoomey Zunu.

Un retard imputable à la crise interne à l'UFC ?

Certains esprits avisés justifient le retard dans la publication du nouveau gouvernement par la crise interne dans le parti de Gilchrist Olympio. En effet, on s'en souvient qu'en 2010, le président de l'UFC a accepté signer un accord avec l'ancien parti au pouvoir, le RPT, pour une décripation du climat politique exceptionnel et permettre aux nombreux togolais d'aller à l'essentiel du développement. Avec cet accord, l'UFC a pu obtenir 7 portefeuilles ministériels.

Aujourd'hui, il nous revient, à la



Faure Gnassingbé...



...et le PM Ahoomey-Zunu

lumière des résultats des législatives du 25 juillet, que le pouvoir a offert 3 portefeuilles ministériels et un poste de secrétariat d'Etat au parti de Gilchrist Olympio. 4 postes donc à pouvoir librement sans toutefois tarder. 4 postes également qui sont à la base aujourd'hui de la crise interne à l'UFC On retrouve ainsi d'un côté les disposés à aller sans discussions préalables au gouvernement et d'un autre côté, ceux là, la plupart de jeunes cadres qui pensent autrement.

Pour ces derniers, avant toute entrée au gouvernement, il sied de s'asseoir et de discuter clairement des termes de partenariat avec le parti au pouvoir. Toujours pour ces derniers qui se réclament du " comité de réflexion ", il ne s'agit plus de refaire les mêmes erreurs qui ont valu au parti UFC d'être incompris et de sortir des législatives avec un piètre résultat.

Au moment où les jeunes cadres du parti réclament une franche discussion interne avant de choisir qui que ce soit pour le gouvernement, l'autre courant de pensée, composé de " disposés " à n'importe quel prix, s'active autour du président Gilchrist pour un avis favorable à donner sans hésiter surtout pour la formation du gouvernement. Et parmi les membres de ce courant de pensée figurent en bonne place certains anciens ministres qui pour des raisons personnelles veulent à tout prix conserver le prestige qu'offre un poste ministériel. Argument aussi vite balayé par les

cadres du " comité de réflexion " qui vont jusqu'à menacer ceux là qui s'aventureraient à aller au gouvernement sans une discussion franche à l'interne pour apprécier tous les contours de cette nouvelle démarche.

Au-delà de la crise à l'UFC

Mis à part la crise interne à l'UFC qui ralentit la publication du nouveau gouvernement et conforté par le report de 24 heures du passage du Premier ministre devant le parlement, les Togolais semblent décourager par la lenteur que prend la formation du gouvernement. Les brèches sont alors ouvertes à toutes formes d'interprétations qui ne sont pas toutes positives.

De la responsabilité du chef de l'Etat

Nombre d'observateurs à la lumière des derniers développements, pen-

sent que le chef de l'Etat devra prendre ses responsabilités ensemble avec le premier ministre pour former ce gouvernement tant attendu. Pour quelques uns que nous avons approchés hier lundi 16 septembre après le journal parlé sur la TVT, il faut absolument que le gouvernement soit formé obligatoire ce mardi.

Pour permettre enfin au premier ministre de passer devant les parlementaires pour l'exercice protocolaire demain mercredi 18 septembre à 15H00. Et pour les plus méticuleux, aujourd'hui au journal de 13Heures, le Premier ministre à cette urgente nécessité de faire connaître ses plus proches collaborateurs. Une publication qui délivrerait également les anciens ministres sous pression et qui se demandent sans savoir à quel saint se vouer, s'ils feront encore partie du nouveau gouvernement. Tels des élèves qui attendent la proclamation des résultats, le peuple togolais attend impatiemment aujourd'hui la fumée blanche. Et avec ce peuple, les ministres qui continuent de gérer les affaires courantes. Des affaires courantes qu'ils voudraient pour une nouvelle fois permanente le temps d'une saison.

Somme toute, le gouvernement Ahoomey Zunu sera rendu public aujourd'hui mardi à n'importe quel prix. Il le faut NECESSAIREMENT. Histoire de mettre fin au suspens et taire les ragots et supputations.

Crédo TETTEH

Les atouts du Togo selon Günter Nooke

GÜNTER NOOKE, le représentant personnel de la chancelière Angela Merkel pour l'Afrique, s'est entretenu lundi à Lomé avec le nouveau président de l'Assemblée nationale, Dama Dramani. Les deux hommes ont évoqué les moyens de renforcer la coopération entre les deux pays ; ils ont également parlé des élections locales au Togo, prévues d'ici quelques mois.

M. Nooke, qui avait rencontré le Premier ministre à Berlin en février dernier, devrait le revoir pendant son



Günter Nooke, le représentant personnel de la chancelière Angela Merkel pour l'Afrique

séjour. Des rendez-vous sont également prévus avec le chef de la diplomatie, Elliott Ohin, et avec le ministre des Mines, Noukopou Dammipi. La délégation qui l'accompagne comprend des responsables du ministère des Affaires étrangères et des hommes d'affaires. Elle est pilotée sur place par Joseph Weiss, l'ambassadeur d'Allemagne.

Le conseiller de Mme Merkel s'est rendu à Tabligbo où 'ScanTogo', filiale du Groupe allemand Heidelberg Cement (le plus important producteur allemand de ciment), construit une usine de production de clinker qui devrait être opérationnelle fin 2014.

Dans un entretien accordé il y a quelques mois à Republicoftogo.com, Günter Nooke mettait en avant le potentiel du secteur minier togolais et le port en eau profonde de Lomé, construit à l'époque par les Allemands.

Il a pu s'en rendre compte en effectuant une visite sur le site. "La modernisation du port est un bon signe pour la reprise de l'économie", a-t-il indiqué.

De gigantesques travaux sont en cours pour la construction d'un 3e quai (Groupe Bolloré) et d'une darse (LCT).

Zozo

ENTRÉE DE L'UFC AU GOUVERNEMENT : LE PARTI SECOUÉ PAR UNE NOUVELLE CRISE, UN "COMITÉ DES CADRES" MET EN GARDE LES FUTURS MINISTRES



Gilchrist Olympio, Président national de l'UFC

L'Union des Forces de Changement (UFC, opposition) de Gilchrist Olympio traverse encore une période très difficile. Principal problème : l'entrée des personnalités de cette formation politique dans le prochain gouvernement. Comme en 2010, ce parti a encore de sérieux problèmes pour aplanir les divergences en son sein, en vue de sa participation à un gouvernement.

Dans le gouvernement "démissionnaire", l'UFC avait sept portefeuilles ministériels dont celui des affaires étrangères.

Selon un communiqué rendu public ce lundi par un "Comité de réflexion de la réunion des cadres" de ce parti, une nouvelle participation au gouvernement "devrait faire l'objet d'une discussion formelle avec le parti au pouvoir pour définir les modalités de cette collaboration au regard de la récente expérience".

"Mais une minorité n'ayant aucune représentativité mettant en avant leurs intérêts personnels au détriment de la survie du parti, s'active autour du président national Gilchrist Olympio pour aller occuper les quelques postes qui sont octroyés", indique le communiqué.

A en croire ces "cadres", l'idée "d'une large concertation en interne autour du président national pour débattre de la participation ou non à ce gouvernement, a été battue en brèche". Ils dénoncent le comportement de certains membres qui poussent M. Olympio à prendre des "décisions fatales au parti". "C'est pourquoi, une réunion d'urgence s'impose", martèlent ces "cadres" de l'UFC qui avertissent : "Toute personne déclarée membre du prochain gouvernement, y siégera en son nom propre et non sous l'étiquette de l'UFC".

ME ZEUS AJAVON INVITE LES RESPONSABLES DE L'OPPOSITION À "TAIRE LEURS RANCŒURS"

Me Zeus Ajavon, Coordonnateur du Collectif "Sauvons le Togo" (CST) a appelé le samedi dernier, les responsables de l'opposition notamment ceux de son collectif et de la Coalition "Arc-en-ciel" à "taire leurs rancœurs".

"J'invite les responsables du CST et de la Coalition Arc-en-ciel à taire toutes les rancœurs, car l'objectif de l'opposition est de faire partir ceux qui pillent les ressources du pays depuis plusieurs décennies", a déclaré Me Zeus Ajavon lors d'un meeting, après la manifestation hebdomadaire encore maigre du Front Républicain pour l'Alternance et le Changement (FRAC), soutenue par l'Alliance Nationale pour le Changement (ANC).

La sortie de Me Ajavon fait suite aux différentes sorties médiatiques de certains responsables du CST et de la Coalition "Arc-en-ciel" qui se sont lancés ces derniers jours quelques flèches. Outre la guerre de leadership, notamment autour du concept du "chef de l'opposition", les dissensions internes au sein du CST liées aux dernières élections législatives ont été exposées sur la place publique...

DIPLOMATIE : Harmoniser les politiques de la Cédéao et de l'UEMOA

Le président de Côte d'Ivoire, Alassane Ouattara, a achevé dimanche dernier une visite de 24h au Togo. Lors d'une conférence de presse conjointe avec son homologue Faure Gnassingbé, les grands thèmes des discussions ont été évoqués. A commencer par les questions relatives aux possibilités de financement des économies des pays de l'UEMOA et de la Cédéao. Autre volet, celui de l'intégration avec les tarifs extérieurs communs et aux prélèvements communautaires

Alassane Ouattara préside la Cédéao et Faure Gnassingbé l'UEMOA. Ils souhaitent renforcer l'harmonisation entre ces deux organisations régionales.

Le président Faure Gnassingbé a indiqué que la situation économique dans les pays de l'Union était satisfaisante avec un taux de croissance de plus de 5% en moyenne. Toutefois, a-t-il souligné, les Etats membres doivent faire des efforts complémentaires pour parvenir à une croissance de 7% à court et moyen terme.

Les deux leaders ont également



Les Présidents Alassane Dramane Ouattara (d) et Faure E. Gnassingbé (dt)

discuté du financement des prochaines élections en Guinée-Bissau qui doivent se dérouler en fin d'année. L'UEMOA a donné son accord de principe pour participer à l'organisation du scrutin dans ce pays très pauvre et particulièrement instable.

S'agissant des relations bilatérales, le président ivoirien les a qualifiées d'excellentes

Les Présidents Ouattara et Gnassingbé ont également parlé des réfugiés ivoiriens toujours au Togo alors que la crise postélectorale de

2011 est déjà loin. Ils seraient environ 5000. Pour le président ivoirien, l'Etat a lancé un appel à leur retour dans un pays en paix et en développement 'qui a besoin de toutes ses filles et de tous ses fils pour sa reconstruction'.

Sur le plan politique, Faure Gnassingbé a exprimé sa reconnaissance au président Ouattara pour sa contribution à l'organisation d'élections législatives apaisées, crédibles et transparentes au Togo. Elles se sont tenues le 25 juillet dernier.

Zozo**JUSTICE/UN TOGOLAIS
CONDAMNÉ À MORT EN
MALAISIE**

Bebou Akpo Bouraima, un ressortissant allemand de 40 ans d'origine togolaise, a été jugé jeudi dernier par un tribunal de la ville de Shah Alam (Etat de Selangor en Malaisie) pour avoir transporté dans ses bagages près de deux (02) kg de méthamphétamine, une drogue de synthèse très prisée en Asie.

Pour sa défense, Bouraima prétend qu'il est un politicien connu au Togo. 'Comment voulez-vous qu'un homme politique soit aussi trafiquant de drogue', a-t-il déclaré aux juges peu convaincus.

Le prévenu avait été arrêté en janvier 2011 à l'aéroport de Kuala Lumpur.

Il a expliqué qu'un sac lui avait été remis par un inconnu à Damas lors d'un voyage d'affaires, ce dernier lui avait demandé de le remettre à une iranienne vivant en Malaisie. 'Par gentillesse, j'avais accepté'.

En réalité, Bebou Akpo Bouraima, semble être une mule chargée de convoyer de la drogue en échange d'une modeste rémunération. Le verdict est tombé vendredi dernier dans la matinée : Bouraima est condamné à mort par pendaison.

Le trafic de drogue est un crime passible de la peine de mort en Malaisie, pays connu pour la sévérité de ses lois.

POLITIQUE/SANTÉ :REPORT DES ASSISES

Faure E. Gnassingbé, PR

Prévues pour se tenir du 9 au 21 septembre, les Assises de la Santé et de l'Éducation ont été reportées à une date ultérieure.

Cette initiative, annoncée en avril dernier par le président Faure Gnassingbé, doit permettre d'aboutir, à terme, à une amélioration de la qualité des services dans deux secteurs vitaux pour le développement du Togo.

PROMOTION DE RIGUEUR

Dix-huit officiers de l'armée de terre, air, marine et gendarmerie, issus de la 2e promotion du cours d'état major de Pya, ont reçu samedi dernier leur diplôme au terme de 8 mois de formation à Kara (Nord du Togo).

Créée en 2011, cette structure a déjà formé 46 officiers d'état major.

Connaissances techniques, méthode, raisonnement, expression écrite et orale, notions du travail en équipe sont enseignés aux officiers.

Pour le chef d'état major des FAT, le général Titikpina Atcha Mohamed, il est essentiel que les officiers fassent corps avec la vision du chef de l'Etat dont l'objectif est d'avoir une armée professionnelle évoluant dans un Etat de droit.

Le nom de cette 2e promotion est 'rigueur' ; ce n'est pas un hasard.

DEVOIR DE VERITE :**AGBÉYOMÉ KODJO : "Le CST ne peut être détourné au profit d'une ambition hégémonique dans le mépris des autres composantes en son sein et sans leur consentement"**

LE COLLECTIF "Sauvons le Togo" (CST) - un regroupement de partis d'opposition et d'Associations et Ongs de défense des droits de l'Homme - traverse ces dernières semaines une période très difficile, situation liée aux dernières élections législatives du 25 juillet. Que se passe-t-il réellement au sein de ce regroupement ? Est-ce une guerre de leadership ? Qui domine qui ?, etc. autant de questions posées à Kodjo Agbéyomé (actuellement en France), le président de l'Organisation pour Bâtir dans l'Union un Togo Solidaire (OBUTS), dans une interview exclusive à nos confrères de l'Agence Savoir News. Rappelons que le parti OBUTS est membre du CST.

Comment se porte le parti OBUTS au lendemain des élections législatives du 25 juillet dernier ?

La formation politique OBUTS est un groupement d'hommes et de femmes, citoyens togolais, qui partagent les mêmes idées sur l'organisation et la gestion de la société et qui cherchent à les faire triompher en accédant au pouvoir. La formation politique OBUTS a apporté la démonstration de son implantation sur l'ensemble du territoire national, ainsi qu'en a témoigné la vitalité de sa dernière convention nationale tenue à Lomé au siège du parti les 06 et 07 septembre 2013.

Ce fut le lieu pour les militantes et les militants de la formation politique OBUTS de manifester en toute clarté leur détermination à poursuivre avec pugnacité et résolution le combat au sein du collectif-Sauvons-Le-Togo, pour la délivrance du Togo.

Les militantes et les militants de la formation politique OBUTS (étant membre fondateur du Collectif Sauvons-le-Togo) ont par ailleurs fait valoir le droit au respect mutuel auquel peuvent légitimement prétendre chacune des sensibilités politiques représentées au sein de notre regroupement de formations politiques de l'opposition

L'OBUTS est membre du CST qui a engrangé 19 députés. Votre parti n'a rien obtenu. Vous avez d'ailleurs dénoncé certaines choses ces derniers jours. En plus, vous avez exigé la démission de certains députés CST au profit du professeur Wolou Komi et de Gérard Adja.

En effet, à l'issue de la proclamation des résultats provisoires par la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI); résultats définitivement entérinés par la Cour Constitutionnelle, il nous est dit que le CST aurait obtenu l'élection de dix-neuf (19) députés. Or, de graves irrégularités ayant manifestement entaché la sincérité du scrutin et affecté la validité du résultat d'ensemble du scrutin, ils (les résultats) sont de nature à ôter tout crédit et tout sérieux à la



Agbéyomé Messan Kodjo, Président de OBUTS

portion congrue de députés que le pouvoir en place a consenti à servir au CST.

S'agissant de la préconisation d'une dynamique unitaire au sein du CST, l'idée qui a sous-tendu les investitures des candidats du CST pour ce scrutin législatif fut la suivante: chaque siège gagné, l'est au profit du CST. C'est autour de ce vecteur que tous les sacrifices ont été acceptés et consentis.

Ce n'était pas la recherche d'intérêts partisans, qui fut le moteur des efforts déployés par nous tous, mais plutôt le triomphe du CST, en vue de l'alternance et du changement.

Il se trouve qu'au nombre des partis politiques membres du CST ayant pris part au scrutin du 25 juillet 2013, le PSR et OBUTS, furent privés dans des conditions sujettes à caution, de députés aux couleurs de leur formation politique à la représentation nationale. Nous avons à plusieurs reprises au sein de nos plénières du CST, estimé, à juste titre que ce serait justice que tous les membres ayant pris part au scrutin sous la bannière du CST puisse chacun, avoir au moins un député à l'Assemblée nationale. Des arguments qui justifient cette requête existent et sont légion.

Premièrement, s'agissant de la formation politique OBUTS, aucune raison ne justifie que le Premier Vice-président Gérard Adja, puisse être classé à la neuvième place sur la liste du Grand Lomé, aucune formation politique au sein du CST ne peut prétendre avoir été préalablement, informé avant que la Cour Constitutionnelle ne publiât la liste définitive des listes de candidatures, en dehors de l'ANC. Ensuite, il est établi que Gérard Adja a drainé suffisamment d'électeurs sur la liste conduite par Jean Pierre Fabre. Le décompte des voix par zone établi par la CENI en fait foi. En revanche, il est apparu qu'un candidat de l'ANC sur la liste du Grand Lomé a été régulièrement et sèchement battu par son adversaire de la formation politique UNIR.

Dès lors, trouvez-vous normal que celui qui est battu, donc privé des suffrages populaires, siège à l'Assemblée nationale par le simple fait de son bon classement sur la liste du CST à Lomé, alors que dans le même temps, celui qui dans sa zone a drainé quarante-deux mille quatre-vingt-dix (42.090) voix soit recalé et exclu de siéger au Parlement ? Des motifs émi-

nents justifient et plaident en faveur du PSR pour l'entrée du Professeur Wolou à l'Assemblée nationale.

L'enjeu pour nous actuellement, réside dans le fait de savoir comment nous mobiliser pour parvenir ensemble à l'alternance en 2015 en déjouant les pièges et les fraudes dont le pouvoir en place est coutumier. Telle est notre préoccupation.

Les péripéties liées à la répartition des sièges bien qu'importantes sont secondaires. Cependant elles procèdent d'un engagement résolu à apporter la preuve qu'au sein du CST le combat contre les injustices et les discriminations est solidement ancré dans notre agenda politique et que demain si nous parvenons au pouvoir nous gouvernerons dans la justice et dans l'intérêt de tous.

Il appartient désormais à l'ANC de démontrer qu'elle est à la hauteur de ses prétentions et de ses ambitions, et au Coordonnateur Général qu'il a le souci de la cohésion du groupe dont il a la charge et qu'il est en capacité de faire respecter par tous les protagonistes les engagements contractés fustent-ils d'ordre moral.

Confirmez-vous que le CST est aujourd'hui secoué par un grand malaise ? Y-a-t-il une guerre de leadership (entre Fabre et Ajavon) au sein du CST ?

Je ne crois pas qu'il existe au sein du CST une guerre de leadership entre Zeus Ajavon et Jean Pierre Fabre. En revanche, il y a entre les deux hommes une forme implicite de complicité qui souvent donne l'impression que Zeus Ajavon, dans l'orientation des activités du CST s'aligne sur les positions exprimées par l'ANC.

Que dénoncez-vous au juste ? (Soyez clair et bien précis pour permettre aux togolais de mieux comprendre ce qui se passe)

Le CST est un appareil politique de combat commun et collectif, construit dans la douleur autour d'un pacte fondateur porteur d'une quintessence politique. Il ne peut être détourné au profit d'une ambition hégémonique dans le mépris des autres composantes en son sein et sans leur consentement.

Qui sont ces deux députés du CST qui doivent démissionner au profit de Mr. Adja et Mr. Wolou (vous voudriez bien les nommer) ?

Les deux députés selon nos analyses au CST, qui devraient rendre leur

tablier sont : Mr Alphonse Kpogo, Secrétaire Général de ADDI, retenu dans les sept premiers de la liste du Grand Lomé, (néanmoins grand absent pendant la campagne électorale à Lomé), dont le parti est déjà représenté à l'Assemblée nationale, et Mr Drah qui fut littéralement et platelement battu dans sa zone par le candidat de la formation politique UNIR. Je n'ai jamais ni évoqué ni mentionné le nom de Jean Eklou comme certains médias l'ont abusivement prétendu.

Tout cela ne montre-t-il pas une certaine frustration au sein du CST, un rapport du "dominé-dominant" ? Si oui, qui cherche à dominer ?

Votre question étant formulée sous une forme directe, permettez-moi d'y répondre sous la même forme : Oui il y a des comportements qui donnent cette impression et je suis enclin à penser que cela est extrêmement fâcheux et dangereux pour la cohésion de notre regroupement et le succès de la mission dont nous sommes les dépositaires.

D'aucuns estiment que ce vous demandez (démission des députés) est quasi-impossible, du point de vue juridique. Que répondez-vous à ceux-là ? Quels sont vos arguments sur le plan juridique ?

Je souhaiterais connaître les arguments qu'ils soutiennent pour mieux y répondre. En l'espèce, il s'agit d'une volonté politique et d'une question de justice dont les conséquences seront bénéfiques à tous et à l'ensemble du peuple togolais. Nul ne peut valablement douter de ce que ces mécanismes parlementaires n'ont aucun secret pour l'ancien serviteur de l'institution parlementaire que je suis.

Des informations persistantes font état ces derniers jours de la formation d'un groupe parlementaire ANC au sein du Parlement. Est-il possible pour les députés ANC de se détacher du regroupement de formations politique CST pour constituer leur groupe Parlementaire autonome ?

Tout cela révèle au grand jour, les intentions feintes ou inavouées de certains animateurs du CST, que nombreux n'arrivent pas encore à décrypter. Tout cela est illusoire, la seule question essentielle qui vaille reste entière : sommes-nous prêts à réaliser dans une dynamique unitaire et loyale, l'alternance en 2015 ? La réponse se trouve en nous-mêmes, car il ne s'agira plus d'aller à un match de classement, mais d'affronter un adversaire politique retors et le vaincre une fois pour toute.

Dans une déclaration à l'Agence Savoir News, Pedro Amouzou disait : "Il n'y aura jamais un groupe parlementaire CST à l'Assemblée nationale". Pensez-vous qu'il a raison ?

Je méconnais le fondement sur lequel prend appui son assertion. Comme il est souvent dans le secret des dieux, je crois sous toutes réserves, que les événements risquent de lui donner raison.

POLITIQUE / PAROLE A Jean Kissi :

"Il faut qu'on se rassemble et que l'on trouve la personne compétente qui a les aptitudes pouvant nous amener tous aux prochaines batailles."

JEAN KISSI, le secrétaire exécutif de la Coalition dans une interview accordée à nos confrères de Focusinfos.net revient sur la déculoté de l'opposition aux dernières législatives, Jean Kissi estime que cette dernière a "évolué sur une stratégie d'échec". Il en appelle à des états généraux de l'opposition pour proposer "une alternative crédible à la population". Lecture.



Jean Kissi, SG du CAR et membre de l'Arc-en-ciel

La Coalition "Arc-en-ciel" a décliné l'offre d'entrer dans le prochain gouvernement d'Ahoomey-Zunu, quelles en sont les raisons?

Oui! C'est vrai que nous avons décliné l'offre du Premier ministre. Nous lui avons rappelé à cette occasion que tous les partis politiques et le gouvernement en premier ont, lors des négociations préélectorales, pris l'engagement d'opérer les réformes institutionnelles et constitutionnelles et les réformes relatives à la décentralisation pour l'organisation des élections locales.

Tous ces engagements ont été pris pour être réalisés au lendemain des législatives. Ce que nous entendons du pouvoir en premier lieu et de nous tous, c'est qu'on puisse faire un break afin de réaliser les réformes. Et si dans le cadre de la mise en œuvre de ces réformes, il

y a nécessité de composer un gouvernement d'union nationale, nous pouvons réfléchir sur la base de la feuille de route qui sera définie.

Nous sommes totalement disposés à prendre part à tout cadre qui serait ouvert conformément à l'APG (ndlr: Accord politique global) pour s'entendre sur les réformes.

Vous ne ferez pas partie de ce gouvernement quelles sont néanmoins vos attentes par rapport à celui-ci?

En réalité, tout le monde se focalise trop sur les problèmes politiques, alors que c'est l'économie et le social qui demeurent les problèmes majeurs des Togolais.

Le Togo a des problèmes sociaux graves. C'est pourquoi il y a eu toutes ces crises avant les élections. En réalité, il faut se concentrer sur le social.

La première des choses à faire est

d'effectuer des réformes et d'organiser les élections locales. Puisque ce n'est qu'à travers les élections locales qu'on peut faire le développement de l'économie à la base. Donc la priorité des priorités, c'est de faire des réformes qui permettent d'organiser les élections locales susceptibles d'éliminer la pauvreté à la base. Ensuite qu'on fasse au-delà, les grandes réformes institutionnelles et constitutionnelles qui donneront une image à ce pays permettant l'arrivée de gros investissements.

Donc c'est ce que nous attendons pour ce pays. Imaginons tout simplement ce que vont devenir les 60000 étudiants qui sont dans nos universités si ce pays ne présente pas de bonnes images. Voilà ce que nous attendons de ce gouvernement.

Vous ne ferez pas partie du gouvernement mais vous ne doutez pas de la bonne foi du gouvernement à mener à bien ces réformes telles qu'exigées par l'APG?

Nous avons dit que c'est une question de respect d'engagement. Bonne foi, croyance, etc. vous savez la politique ou le gouvernement ce n'est pas une affaire d'église.

C'est une affaire de réalisme. C'est un engagement que chacun a pris à la veille des élections. Nous tous, la

Coalition "Arc-en-ciel" y compris, nous avons tous pris l'engagement de réaliser des réformes au lendemain des élections. Nous n'allons pas croiser les bras et dire que nous croyons. Nous allons croire à quoi?

Au lendemain de ces élections législatives, l'opposition togolaise est plus que divisée. Que faire pour ressouder les liens?

Nous considérons qu'au lendemain de ces élections, il faut faire les états généraux de l'opposition. Savoir sur quelle base évoluer et dans quelle disposition nous pouvons être pour proposer à ce peuple demain une alternative crédible.

Nous avons l'impression que nous avons évolué sur une stratégie d'échec à la veille des élections. Rien ne nous obligeait à ça. Nous avons tout fait et tous les feux étaient au vert pour que nous puissions réaliser l'union de l'opposition et gagner ces élections.

Mais malheureusement aucun des partis n'est sorti du scrutin avec plus de 17% de l'électorat national. Cela veut dire qu'il faut qu'on se rassemble et que l'on trouve la personne compétente qui a les aptitudes pouvant nous amener tous aux prochaines batailles. Voilà ce qu'il faut regarder.

Interview de Jean-Claude HOMAWOO de l'UFC :

"L'ANC n'a pas fait le score que l'UFC avait l'habitude de faire quand elle était un parti uni et unique"

JEAN-CLAUDE Homawoo, membre influent de l'Union des Forces du Changement (UFC) analyse les résultats de son parti à l'issue du scrutin législatif du 25 juillet 2013. Conseiller spécial de Gilchrist Olympio, président national du parti, M. HOMAWOO se prononce également sur l'accord RPT-UFC et place un mot sur la présidentielle de 2015. Lisez plutôt...

match, lorsque vous arrivez à marque avec le pied gauche en vain, il faut changer d'option et essayer avec un autre pied. Ceux qui ont cru que Gilchrist est allé vendre l'UFC au RPT, UNIR aujourd'hui, ont pu constater qu'il n'en est absolument rien, parce que si on avait fait une fusion avec le RPT, on n'en sera pas à trois sièges.

Justement que devient cet accord RPT-UFC ? Est-ce que c'est toujours d'actualité?

Oui, l'accord est toujours d'actualité. On peut dire que cet accord a apporté d'abord un certain apaisement, personne ne peut le nier. Et puis, cet apaisement a permis aux deux hommes de pouvoir échanger sans tabous sur tous les sujets liés à l'avenir de notre pays. J'ai l'habitude de dire que même des sujets qu'on peut considérer comme privés, sont abordés. Je parle du procès Kpatcha, du problème Bodjona, sans compter les grandes décisions que le pays doit prendre. Cela ne veut pas dire que c'est l'UFC qui dirige le pays.

Il ne faut pas se tromper. C'est UNIR qui dirige le pays. Maintenant, l'UFC apporte sa coopération. C'est un partenariat. Les conséquences sont là. Nous avons fait des élections dans l'apaisement. Et parfois on se demande même si les élections ont été faites. C'était nécessaire. Aujourd'hui, les Togolais savent qu'aller aux élections ne signifie pas la bagarre, la violence. C'est déjà un acquis formidable.

On sait que l'une des clauses de cet accord, c'est justement de participer au gouvernement. Ça veut dire que dans le prochain gouvernement Ahoomey-Zunu, l'UFC y sera?

Oui, il ne faut pas tromper son monde. J'ai parlé de cet accord qui se veut un partenariat. Maintenant, nous n'allons pas exiger d'être dans le gouvernement ou d'avoir un certains nombre de portefeuilles.

Parlons de l'Assemblée nationale, de manière dont se passent les choses. D'abord, quel est votre sentiment face à cette large majorité du parti UNIR ? Est-ce pour vous un obstacle au débat pluriel?

Par le passé, il y a avait trois partis



Jean-Claude Homawoo

à l'Assemblée nationale. Aujourd'hui, il y en a quatre. C'est déjà pluriel.

Est-ce que l'UFC aura son mot à dire?

Absolument. Il ne faut pas dix ou vingt hommes pour faire passer des positions. L'essentiel, c'est de dire la vérité, elle finira par triompher. C'est vrai que la représentation de l'UFC en tant que telle apparaît insignifiante. Une seule hirondelle ne fait pas le printemps, mais les trois représentants de l'UFC peuvent par les avis conséquents qu'ils donneront, faire passer des messages intéressants. Ce message, déjà que nous sommes en partenariat avec UNIR, peut venir des représentants d'UNIR au parlement. Puisque dans le cadre de l'accord, toutes les instances, toutes les institutions où UNIR et l'UFC sont représentées, il y a des messages qui parviendront d'un côté comme de l'autre.

Donc si on comprend bien vos propos, cela veut dire que vous allez vous aligner sur les décisions d'UNIR?

Ce n'est pas une question d'alignement. Si un sujet est à l'ordre du jour, il peut arriver que l'UFC et UNIR aient la même position. Je dis toujours que nul n'a le monopole du patriotisme au Togo. Nul ne peut dire que c'est lui qui défend les intérêts du Togo. A toutes les instances du pays, nous sommes appelés à défendre les intérêts de nos concitoyens. Il peut arriver qu'on ait les mêmes idées. Et si les idées sont différentes, il faut parvenir à un accord. Il faut s'asseoir et discuter.

Quelle est votre appréciation du score de l'ANC quant on sait que c'est une dissidence de l'UFC?

L'ANC n'a pas fait le score que l'UFC avait l'habitude de faire quand elle était un parti uni et unique. Donc je ne sais pas si on peut se glorifier de quoi que ce soit, ni d'un côté, ni de l'au-

tre. C'est une grande perte pour l'opposition.

Donc l'opposition est appelé à s'entendre, et même à chercher une voie de convivialité. Aujourd'hui, c'est un parti qui est au pouvoir. Demain, un autre y sera. Est-ce que chaque fois qu'un parti sera au pouvoir, les autres partis doivent faire de l'opposition frontale ? Non. Mais je crois que les choses s'améliorent.

Peut-on espérer une collaboration à l'Assemblée nationale entre l'ANC et l'UFC?

Pourquoi pas ? L'UFC ne veut pas suivre des hommes, mais des idées. Si les idées qui viennent de part et d'autre sont bonnes, pourquoi pas ? Je vous donnerai un exemple. Il est arrivé à l'UFC de voter en opposition d'idée par rapport au RPT. Il y a eu des idées sur lesquelles nous n'étions pas d'accord avec le parti partenaire. L'UFC a voté contre.

Je ne pense pas qu'au fond, il y ait grande chose qui sépare l'ANC et l'UFC si ce n'est véritablement le positionnement par rapport au parti au pouvoir. Le radicalisme politique où on veut que le parti au pouvoir disparaisse très vite, ou que l'on incite à la désobéissance civile...L'UFC ne voit plus les choses de cette façon.

Comment l'UFC se prépare pour la présidentielle de 2015?

Comme tous les autres partis. L'UFC ne renonce pas à la conquête du pouvoir. Surtout après les résultats des législatives, il y a un travail en profondeur à refaire. 2015 n'est pas loin. Donc l'UFC est en train de remettre ses troupes en ordre. La base doit être refaite. Il y a des messages et des actes qui n'ont pas été bien compris par nos militants. Des informations n'ont pas été suffisamment portées à la base. Donc la nouvelle vision du parti et ses objectifs, tout cela doit être à l'ordre du jour pour que nos militants ne soient pas surpris par des informations qui viennent de tout côté. Ils sont totalement surpris et deviennent crédules de tous les messages qui passent. Il faut qu'on leur redonne une nouvelle carapace. Il faut qu'ils demeurent confiants, parce que le coup que nous avons reçu, c'est sérieux.

Zozo

L'UFC AU BORD D'UNE NOUVELLE CRISE : UN COURANT OPPOSÉ À LA PARTICIPATION AU GOUVERNEMENT MENACE LES FUTURS MINISTRES

Une nouvelle crise serait-elle en train de naître au sein de l'Union des forces de changement (UFC) de Gilchrist Olympio? Il faut bien le croire au vu de la teneur d'un communiqué rendu public le 15 septembre dernier.

Selon les signataires de ce communiqué regroupé au sein d'un "Comité" dit de réflexion de la réunion des cadres de l'UFC, pas question que le parti prenne part au prochain gouvernement. " Toute personne qui participera au prochain gouvernement y siégera en son nom personnel et non au nom de l'UFC ", tranchent les membres de ce comité qui se disent déterminés à redorer le blason terni de l'UFC dans l'optique des présidentielles de 2015.

" L'UFC a été sollicitée après ces élections par le biais de son président national pour participer à la nouvelle équipe gouvernementale. La plupart des cadres informés ont estimé que toute nouvelle participation de l'UFC à un gouvernement devrait faire l'objet d'une discussion formelle avec le parti au pouvoir pour définir les modalités de cette collaboration au regard de la récente expérience ", fait savoir le communiqué. Mais, déplorent les signataires, " une minorité d'individus n'ayant aucune représentativité met tant en avant leurs intérêts personnels au détriment de la survie du parti s'active autour du président national du parti, Gilchrist Olympio pour aller occuper les quelques postes qui sont octroyés ", refusant, précisent-ils, l'idée d'une large concertation au sein du parti pour débattre de sa participation ou non à ce gouvernement a été battue en brèche.

Une réelle lutte d'intérêts et de personnes

Contacté, un tenant du courant participationniste rejette ces accusations et trouve les motifs de la colère des signataires de ce brulot ailleurs. Il a été décidé de commun accord au sein de l'UFC, confie-t-il, que les ministres candidats élus aux dernières élections législatives siègeront à l'Assemblée et il sera pourvu à leur remplacement au gouvernement par de nouvelles têtes. Mais l'idée n'aurait pas enchanté ces derniers, qui préfèrent de loin conserver leur portefeuille ministériel.

Un éminent cadre de l'UFC, membre d'une institution de la République tiendrait lui aussi à figurer au sein du futur gouvernement au nom de l'UFC quitte à mettre à mal son poste de Vice-président, avons-nous appris.

Il est proposé à l'Union des forces de changement au sein de la nouvelle équipe gouvernementale, trois (3) portefeuilles ministériels et un portefeuille de Secrétariat d'Etat.

DEVELOPPEMENT/PROVONAT :UNE NOUVELLE VAGUE DE 750 JEUNES VOLONTAIRES BIEN TÔT SUR LE TERRAIN



Quelque 750 jeunes nouveaux volontaires seront déployés sur le terrain les semaines à venir pour le compte de la 6ème vague du Programme de Promotion du Volontariat National (PROVONAT), initié et mis en œuvre par le ministère du développement à la base, de l'artisanat, de la jeunesse et de l'emploi des jeunes.

Au total 3.530 jeunes, sont ainsi "retenus" dans le cadre de ce Programme depuis son lancement en septembre 2011.

Ces nouveaux volontaires prêteront serment courant octobre prochain. Pour mieux les outiller sur leurs droits et devoirs, le ministère du développement à la base a initié une série de formation à leur intention. Une partie de ces jeunes volontaires - environ 365 - a bouclé vendredi dernier, une formation cinq jours dans les locaux du Collège Protestant de Lomé.

Les travaux ont été présidés par le directeur de cabinet du ministère du développement à la base Yawotsè Vovor.

La deuxième partie de ces volontaires sera également formée du 16 au 20 septembre.

Ces formations seront assurées par l'équipe de gestion du PROVONAT, appuyée par le programme des Volontaires des Nations Unies, Frances volontaires et INADES Formation.

Ces jeunes volontaires ont également écouté des témoignages des responsables de Centres Régionaux du Volontariat (CRV) et des structures d'accueil, ce qui leur a permis d'avoir une vision claire de leurs missions. Des responsables du Conseil National de Lutte contre le Sida et de l'Ong Plan-Togo, les a également sensibilisés.

Le PROVONAT est un projet financé par le gouvernement togolais, avec l'appui du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).

Cette année, environ 3 milliards de F.CFA sont prévus dans le budget de l'Etat pour financer ce Programme, contre 780 millions de F.CFA l'année dernière. Le PNUD a appuyé ce programme à hauteur de 235.000 dollars en 2012. En 2011, le PNUD avait injecté 130.000 dollars.

ZOZO

**EDUCATION /PROJET
"NUTRIVACANCES 2013" : QUELQUE
26 ÉTUDIANTS ET ÉLÈVES FORMÉS
SUR L'ÉDUCATION NUTRITIONNELLE**



Remise d'attestation aux participants à la formation

Quelque 26 étudiants et élèves (dont 6 filles) ont été formés sur des notions liées à l'éducation nutritionnelle dans le cadre d'un programme dénommé "Nutrivacances 2013".

Organisé par trois associations œuvrant pour la promotion de l'éducation nutritionnelle (ALVARES, VISA et ASOL), ce programme permet aux élèves et étudiants de rendre utiles, leurs vacances.

Ces étudiants ont été formés sur des notions de l'éducation nutritionnelle et du bien-être. Un accent particulier a été mis sur les maladies liées à la consommation excessive d'aliments salés, sucrés et gras, les recettes alimentaires préventives etc. Ils ont également reçu quelques notions relatives aux phases de la digestion et à la santé holistique.

Selon Maarira Koutouma, expert en Education Nutritionnelle et Santé Holistique, directeur exécutif d'ALVARES, ce programme se veut un moyen par lequel, les Ongs veulent élargir leur champ de sensibilisation.

"Aujourd'hui, l'alimentation est un problème par rapport à certaines maladies comme le diabète, l'hypertension, l'obésité, le cancer etc. Ces jeunes qui sont formés vont relayer l'information dans leurs familles, leurs écoles et universités", a pour sa part souligné Dr Kouvahey-Ekoué Damien, directeur exécutif de VISA.

**SANTÉ : LE PLAN D'ACTION DU SOUS
SECTEUR DE L'HYGIÈNE ET DE L'ASSAINISSEMENT DE BASE, VALIDÉ
JEUDI DERNIER À KPALIMÉ**

Un atelier de validation du plan d'action du sous secteur de l'hygiène et de l'assainissement de base au Togo était soumis à validation jeudi dernier à Kpalimé (environ 120 km au nord de Lomé) lors d'un atelier.

Cet atelier se situe dans le cadre de l'élaboration de la politique d'hygiène d'assainissement, document peaufiné en 2009 qui donne les orientations de chaque département ministériel en matière d'hygiène et d'assainissement.

"Aujourd'hui, l'eau et assainissement sont indispensables à la santé publique. Ils constituent la base, car lorsqu'on aura garanti à tout un chacun l'accès à l'eau salubre et un assainissement correct, la lutte contre beaucoup de maladies aura fait un bond énorme", a déclaré Koffi Bocco.

"Pour répondre à ces besoins spécifiques de l'hygiène et d'assainissement, notre gouvernement s'est résolument engagé à améliorer ce sous-secteur. Cette volonté politique a été soutenue et matérialisée par l'élaboration des documents nationaux essentiels qui concernent l'hygiène et l'assainissement. La validation du plan élaboré constitue une étape importante à cet engagement", a-t-il précisé.

Selon Dr Adzoa Akpédzé Nomenyo, le Togo avait élaboré un plan national d'assainissement en 2009 dans le souci d'améliorer le cadre de vie, de réduire de manière significative l'incidence des maladies liées à l'insalubrité et de disposer d'un cadre d'intervention adéquat des acteurs.

Ce plan d'action comporte quatre domaines d'intervention stratégique : le renforcement des politiques de plans et des institutions en matière d'hygiène et d'assainissement de base, le développement des interventions en hygiène et assainissement de base, le renforcement des capacités des acteurs à tous les niveaux et le renforcement des capacités du système national d'information sanitaire...

REGIONAL

Institutionnalisation du cadre de concertation des Présidents d'Assemblée d'Afrique de l'Ouest

LES PARLEMENTS des Etats membres de la CEDEAO ont décidé d'institutionnaliser le cadre de concertation des présidents d'Assemblée d'Afrique de l'Ouest en arrêtant des modalités précises pour l'organisation et le fonctionnement de la structure, au terme d'une conférence de deux jours qui a pris fin le dimanche 15 septembre 2013 à Abuja.

La rencontre, qui a regroupé des délégations des assemblées parlementaires en provenance des quinze Etats de la sous-région, ainsi que des représentants du Parlement de la CEDEAO et du Comité interparlementaire de l'Uemoa, visait à redynamiser la Conférence des présidents d'Assemblée d'Afrique de l'Ouest (CPAO) et de l'institutionnaliser comme cadre permanent et opérationnel de concertation.

Tombée depuis quelques années dans une léthargie à laquelle ses membres ont décidé de mettre un terme, la CPAO, créée en 1999, a pour but principal de "contribuer à l'accélération du processus d'intégration et au renforcement de la démocratie et de la paix en Afrique de l'Ouest", lit-on dans le communiqué rendu public à la fin de la réunion d'Abuja.

Les modalités d'organisation et de fonctionnement de la CPAO incluent la détermination de la périodicité de ses réunions, le mode d'organisation de celles-ci a, les questions dont elle peut se saisir ainsi que les procédures les plus appropriées pour ce faire.

Dans cette optique, les participants ont examiné les textes de base devant régir la CPAO et ont chargé le Parlement de la CEDEAO et l'Assemblée nationale du Bénin (dont



Kadré Désiré Ouédraogo, président de la Commission de la CEDEAO

le président dirige la CPAO), de recueillir et faire la synthèse des amendements proposés en vue de leur adoption par la prochaine réunion de l'organisation, prévue début mai 2014 à Cotonou.

Au cours de leurs travaux, les participants ont également insisté sur le rôle que peuvent jouer les parlements nationaux dans la ratification et la mise en œuvre des conventions et traités signés par la CEDEAO. A cet effet, ils se sont engagés à renforcer leur rôle de contrôle et d'interpellation de leurs gouvernements respectifs.

Quant à la Commission de la CEDEAO, dont le siège a abrité la réunion et qui y a pris une part très active, avec notamment une communication de son président, elle s'est engagée à donner périodiquement des informations sur l'état de ratification des différents traités de la part des Etats membres.

Par ailleurs, les parlementaires ont adopté un texte dit "Déclaration d'Abuja" dans lequel ils réaffirment leur volonté de s'unir aux fins de réaliser les objectifs de la Conférence des présidents d'Assemblée d'Afrique de

l'Ouest. A cet égard, ils s'engagent, entre autres, à contribuer à l'approfondissement du concept de la démocratie représentative et à son fonctionnement dans le cadre d'un parlementarisme africain dynamique porteur d'espoir pour les populations.

En outre, afin d'accompagner le Parlement de la CEDEAO dans le processus de renforcement de ses prérogatives, la Conférence a pris une résolution par laquelle elle exhorte les Etats membres à adopter le projet d'Acte additionnel visant à faire passer le Parlement du statut d'organe consultatif à celui d'organe de législation et de co-législation.

Elle estime en effet, dans la même résolution, que le moment est propice pour le renforcement des prérogatives du Parlement de la CEDEAO, exhorte à la réalisation d'un parlement "digne de la Communauté", doté des pouvoirs requis pour faire avancer la cause de l'intégration régionale et prône une gouvernance plus représentative et participative au niveau régional.

Pour arriver à ces résultats, les participants ont réfléchi, durant ces deux

jours de réunion, autour des quatre communications suivantes : "Modalités de redynamisation de la Conférence des présidents d'Assemblée d'Afrique de l'Ouest", "Rôle des Parlements nationaux et régionaux dans le processus d'intégration ouest-africaine", "Les défis actuels du processus d'intégration en Afrique de l'Ouest" et "Le renforcement des capacités des Parlements nationaux comme facteur de renforcement de la démocratie dans la région CEDEAO".

Dans leurs allocutions à la fin de la rencontre, le président du Parlement de la CEDEAO, M. Ike Ekweremadu, du Nigéria, et le président de la CPAO, Pr Mathurin Coffi Nago, du Bénin, se sont félicités des résultats de la rencontre d'Abuja et de la volonté affichée par l'ensemble des participants d'aller vers un plus grand engagement en faveur des idéaux de l'intégration régionale.

A noter que lors de la séance d'ouverture, le président de la Commission de la CEDEAO, M. Kadré Désiré Ouédraogo, avait salué la tenue de cette réunion et la volonté qui la sous-tendait de relancer le dialogue entre le parlement communautaire et les parlements nationaux, "dialogue sans lequel, a-t-il dit, il serait vain d'envisager une contribution efficace des Assemblées nationales à l'édification de notre œuvre communautaire pour le plus grand intérêt des peuples" de la région.

La rencontre se tenait en prélude à la deuxième session ordinaire de l'année du Parlement de la CEDEAO, qui s'ouvre à partir de lundi 16 septembre 2013, toujours dans la capitale fédérale nigériane.

PROJET/PURISE:

Les populations d'Aflao Gakli et d'Agbalépédogan sensibilisées le samedi dernier sur l'utilisation des ouvrages

LES POPULATIONS d'Aflao Gakli et d'Agbalépédogan ont été sensibilisées le samedi dernier sur la bonne utilisation des ouvrages réalisées dans le cadre du Projet d'Urgence de Réhabilitation des Infrastructures et des Services Electriques (PURISE).

Cette séance de sensibilisation qui s'est déroulée dans les locaux de l'école primaire publique Agbalépédogan Kpota, a été présidée par Mme Ayéva Koko, coordinatrice générale du Projet, en présence des responsables de la Mairie de Lomé. Le chef canton d'Aflao Gakli, Togbui Dzidzoli était aussi présent.

Grâce au PURISE, trois bassins d'une capacité totale de près de 190.000 mètres cubes d'eau et leur réseau d'une longueur de 3,7 Km, ont été construits depuis environ deux ans. Ces ouvrages ont mis ces

populations à l'abri des inondations récurrentes.

Selon le chef canton d'Aflao Gakli, cette séance de sensibilisation est une bonne initiative, car les populations ont bien cerné l'importance des ouvrages réalisés : "grâce à ces bassins, nous n'avons plus connu d'inondations. Aucune famille n'est contrainte ces derniers moments de quitter sa maison, malgré les dernières pluies".

"J'apprécie à sa juste valeur, cette démarche participative instaurée par toutes les structures étatiques et bilatérales qui a permis de surmonter les nombreux défis et difficultés auxquelles nous étions confrontés", a souligné Togbui Dzidzoli.

Pour la coordinatrice générale du PURISE, il revient aux populations - bénéficiaires directes - de prendre soins des ouvrages.

"Les Comités de Développement des Quartiers (CDQ) doivent jouer



Vue partielle de l'assistance lors de la formation

un rôle d'éveil et de prise de conscience, afin que ces ouvrages soient utilisés à bon escient", a précisé Mme Ayéva Koko.

Certains habitants interrogés à la fin de la séance n'ont pas caché leur satisfaction : "Cette année, il n'y a pas eu d'inondations, alors que nous avons connu quelques pluies. Nous sommes aujourd'hui très fiers des ouvrages réalisés", a confié Mme Adjo, habitante du quartier d'Agbalépédogan.

"Adieu les inondations. Nous vivons en paix depuis quelques mois. Nous remercions les autorités", a renchéri Avidjinou, maître couturier vivant à Aflao Gakli.

Rappelons que le projet PURISE

permet à l'Etat togolais de poursuivre sa politique de réhabilitation des infrastructures et du secteur électrique. Ce projet comporte deux principales composantes : la réhabilitation des infrastructures et le renforcement institutionnel.

Le Projet a bénéficié d'un financement initial de 26,82 millions de dollars.

Autres financements additionnels de 15 millions et 14 millions de dollars, soit un total de 55,82 millions de dollars (entièrement sous forme de dons). Sur ce total, 54 millions de dollars proviennent de la Banque mondiale, et 1,82 million, du Fonds pour l'Environnement Mondial (GEF).

Reclamez tous les mardis votre hebdomadaire

"Le Médium" dans les kiosques
et chez vos marchands de journaux.

Prochaine parution
le mardi 24 Septembre 2013

ECONOMIE :

Des responsables d'entreprises et chefs de projets formés du 4 au 12 septembre à la méthodologie "PMI" (Institut mondial de Management de Projet)

DES RESPONSABLES d'entreprise, chefs de projet, directeurs de projet et ingénieurs impliqués dans la réalisation d'un projet, ont été formés du 4 au 12 septembre à la méthodologie PMI (Institut mondial de Management de Projet) dans le cadre de deux séminaires organisés à Lomé par le Cabinet "Update Concept".



Vue partielle des participants à cette formation

Le premier séminaire (du 4 au 6 septembre) qui a porté sur le thème : "Le Management de Projet", a permis aux responsables d'entreprise, chefs de projet, directeurs de projet, ingénieurs impliqués dans la réalisation d'un projet, (Directeurs généraux, Responsables de la stratégie,

Responsables qualité d'un projet, Responsable des opérations, Responsable Ressources Humaines, Responsable de business units, Directeurs financiers) de maîtriser l'enjeu du Project Management et son importance en entreprise et de se servir du Project Management dans la

création de la valeur, en d'accroître la compétitivité. Un accent particulier a été mis sur le rapport Projet-Portefeuille-stratégie-Entreprise.

Le deuxième séminaire qui était axé sur le thème: "la Stratégie des Organisations/Entreprises".

Il a rassemblé les Directeurs Généraux, Directeurs Administratifs et Financiers, Directeurs des Ressources Humaines, Directeurs des opérations, Directeurs Commerciaux, directeurs et Chef de projet, Directeur de portefeuille, Directeur de la stratégie, consultants en stratégie et management de projet. Grâce à cette rencontre, ces derniers peuvent maintenant déployer et suivre la stratégie avec les tableaux de bord prospectifs.

Ces deux séminaires ont été conduits par M. Martin MADIBA EBONGUE, M.Sc, PMP, formateur certifié PMI en management de projet et stratégie des organisations avec plus de 13 ans d'expérience.

Cette initiative est le fruit d'un partenariat Sud-sud entre "Update Concept" du Togo et "PETROS & Partners" du Cameroun dirigé par M. Martin MADIABA EBONGUE.

Ce partenariat est un programme ambitieux de professionnalisation de la gestion des projets au Togo : question de s'arrimer aux standards internationaux en matière de management de projet. C'est un gage de succès des portefeuilles projets et stratégies sectorielles ainsi que la vision du gouvernement Togolais.

Le résultat attendu par cette initiative, est l'adoption effective du management de projet par les acteurs et preneurs de décision, car l'approche projet est en fait une culture, une technologie, une profession, mode de gouvernance, largement adopté dans le monde.

Zozo

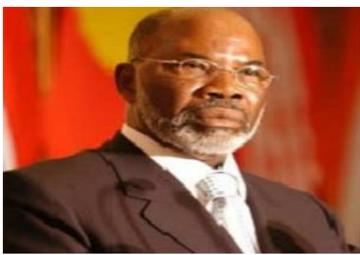
SPORT / ADEBAYOR VEUT DEVENIR SON PROPRE AGENT



L'attaquant togolais Emmanuel Adebayor est prêt à quitter Tottenham à condition que le club lui verse une indemnité de 1 million de £. C'est ce qu'a indiqué dimanche dernier dans le quotidien Metro. Le joueur est payé à 100.000£ par semaine. Par ailleurs, il souhaite devenir son propre agent pour pouvoir se vendre plus cher et sans commission à un club du Moyen orient ou du Golfe, précise le journal. La réputation du sportif originaire du Togo est évidemment monnayable à prix d'or à Dubaï, au Qatar ou en Arabie Saoudite. Ces pays sont prêts à payer très cher pour obtenir des célébrités qui évolueront au sein de clubs de niveaux moyens.

ECOBANK: Gervais Djondo appelle à la démission de Kolapo Lawson à la tête du conseil d'administration

LE GROUPE ECOBANK est toujours dans la tourmente. Après les allégations de mauvaises gestions et de bonus faramineux octroyés au plus haut sommet du groupe qui ont sérieusement écorché l'image du groupe panafricain, Gervais Koffi Djondo, sort du silence. En sa qualité de président d'honneur et co-fondateur de la banque panafricaine, il demande la démission de Kolapo Lawson, président du Conseil d'Administration.



Gervais Djondo, Pdt d'honneur et co-fondateur de Ecobank

Le journal britannique the "Financial Times" vient de révéler une lettre de Gervais Koffi Djondo envoyée, le 11 septembre dernier au conseil d'administration pour demander à ses membres "d'agir rapidement afin de sauver la réputation du groupe".

Dans cette lettre, il demande impé-

rativement la démission de Kolapo Lawson en ces termes : "Au vu de la situation actuelle, il est impératif que le président démissionne immédiatement".

Il faut rappeler que le cauchemar a débuté avec les accusations de Laurence do Rego, ex-directrice financière du groupe ECOBANK relatives à la vente d'actifs en dessous de leurs valeurs par Kolapo Lawson et sur l'attribution de 1,14 million de dollars de bonus en 2012 à Thierry Tanoh, directeur général de ECO-

BANK, soit 935 000 dollars de plus que les modalités prévues dans son contrat. Bonus auquel a dû renoncer Thierry Tanoh pour faire taire la polémique.

Rappelons pour la petite histoire qu'au même moment où " les grands de ETI " se partagent ou s'octroient des bonus à loisir et au détriment des actionnaires qui parfois se retrouvent avec 800 FCFA comme dividendes en fin d'année, il est regrettable que de tels actes se passent à la barbe des clients et parfois des employés qui se plient en quatre pour engranger des bénéfices. Des bénéfices qui malheureusement servent à autre chose qu'à améliorer les conditions de vie et de travail des employés qui travaillent même à des heures impossibles et au mépris du code de travail. Comme quoi, il faut abrutir son prochain pour s'enrichir !

Invité de la semaine

Pierre-Claver Akolly DEKPOH, Président de l'ACAT-Togo : "...Un mariage défenseur des droits de l'homme et politiciens est un danger pour les pauvres citoyens qui attendent que nous volions à leur secours ..."

ADHÉRÉ À l'ACAT-Togo en 2000 et Secrétaire Général en 2009, Pierre-Calver DEKPOH est depuis Février 2013 le Président en exercice de l'ACAT Togo. Aujourd'hui président de l'ACAT Togo, Pierre Claver Akolly DEKPOH conjugue efficacité, honnêteté à sa lutte quotidienne pour les Droits de l'Homme au Togo. Il nous parle de la situation des droits de l'homme dans notre pays. Lecture!



Pierre-Claver Akolly Dekpoh, Pdt de l'ACAT-Togo

Comment se porte l'ACAT-Togo et vous à la tête ?

Des vents ont soufflé, nous avons failli être ébranlés mais l'ACAT-Togo tient bon. Moi aussi, je me porte bien bref en général, nous nous portons bien même si beaucoup d'efforts sont à faire. Cela dépend de la santé politique du pays.

Y a-t-il évolution des droits de l'homme dans notre pays ?

En examinant la situation sociopolitique qui ne rassure pas encore les togolais, je ne saurais parler d'évolution des droits de l'homme dans notre pays et pour autant je ne pourrais dire que la situation est totalement sombre. Ce serait une erreur de ma part de vouloir tout peindre en noir. Depuis le passage du Togo devant le Comité des

Nations Unies contre la Torture en novembre 2012 des pas ont été posés allant dans le sens de l'amélioration de la situation des droits de l'homme. Le gouvernement a montré une certaine ouverture à l'interne comme à l'externe pour aller de l'avant. Nous pourrions citer entre autre la révision de la loi organique de la CNDH pour permettre à cette dernière d'abriter le Mécanisme National de Prévention de la Torture (MNPT), la prise de fonction de nouveaux surveillants de prisons formés suivant les principes des droits de l'homme.

Néanmoins, beaucoup de défis restent à relever notamment, l'adoption par l'Assemblée Nationale d'un nouveau code pénal et de procédure pénale.

Que pensez-vous des pseudos défenseurs des droits de l'homme qui font du business à longueur de journées ?

Vous savez ? Nous sommes dans une lutte où chacun a son objectif. Ça dépend de l'angle par lequel on appréhende la situation. Le danger est d'avoir des ambitions personnelles inavouées qui le plus souvent, sapent l'élan de la sauvegarde de l'intérêt général. Je ne peux avoir la prétention de traiter des collègues de pseudos défenseurs mais il faut reconnaître que dans toute bergerie, il y a des brebis galeuses. Lorsque vous entrez dans un marché, vous allez trouver quatre types de personnes : Ceux qui sont venus vendre, ceux qui sont venus acheter, ceux qui sont venus regarder simplement et ceux là qui sont venus voler. Le danger réside dans le surnombre des partisans du dernier cas.

Il appartient aux citoyens de rester éveillés afin de distinguer le bon pasteur du mercenaire s'il y en a. C'est pourquoi vous et nous, avons un grand rôle à jouer ; celui de l'éducation de la masse.

Mariage défenseur des droits de l'homme et politiciens ?

Nous ne le dirons pas assez, qu'on

le veuille ou non, il est vrai que le rôle du défenseur des droits de l'homme est un rôle hautement politique mais non partisan car le travail de défenseur des droits de l'homme ne vise pas à prendre le pouvoir mais à lutter pour une société libre égalitaire et juste. C'est pourquoi nous disons qu'un mariage défenseurs des droits de l'homme et politiciens est un danger pour les pauvres citoyens qui attendent que nous volions à leur secours

L'ACAT sans Jil-Benoît AFANGBEDJI, évolution, régression ou statut quo ?

Les hommes passent, les institutions restent. Maître Jil-Benoît AFANGBEDJI est passé à la tête de l'ACAT-Togo et a posé son empreinte. D'autres sont passés avant lui et d'autres encore passeront après lui. On a beau formulé des critiques ou des éloges à votre encontre ou à votre endroit, il vous appartient de vous-même de garder la tête tranquille et de savoir ce que vous êtes au-dedans de vous. Dans tout les cas, je puis vous assurer que l'ACAT-Togo fait son petit bonhomme de chemin. Nous continuons notre lutte.

Propos recueillis par Crédo TETTEH

COOPÉRATION : PATRICK SPIRLET EN FIN DE MISSION AU TOGO, REÇU LE VENDREDI DERNIER PAR LE PREMIER MINISTRE



Patrick Spirlet, le chef de la Délégation de l'UE au Togo

Patrick Spirlet, le chef de la Délégation de l'Union européenne (UE) au Togo, a été reçu le vendredi dernier à la Primature par le chef du gouvernement Kwevi Séléagodji Ahoomey-Zunu.

Plusieurs sujets étaient au menu des discussions entre les deux hommes notamment les prochaines élections locales et présidentielles, ainsi que les réformes constitutionnelles et institutionnelles.

"Je suis venu d'abord le féliciter pour sa reconduction. C'est une visite de courtoisie puisque je vais quitter le Togo dans une dizaine de jours. Je termine mon mandat après quatre années bien remplies sur le plan politique", a déclaré M.Spirlet.

"Nous avons partagé un tout petit peu nos analyses sur tout ce qui s'était passé. Nous avons surtout discuté des enjeux à venir : les élections locales, les présidentielles qui suivront et les fameuses réformes à mettre en œuvre. Nous avons échangé sur ces questions de façon très ouverte. Et j'étais très content de voir cette ouverture du Premier ministre, quant aux enjeux à venir pour le Togo", a-t-il souligné.



update concept

- OUTSOURCING** ●
- STRATEGY** ●
- COACHING** ●
- TRAINING** ●
- PROJECT** ●

Tél : + 228 - 23 36 22 84 / 22 34 21 07

E-mail : info@updateconcept.com

Immeuble WILDAF/ FeDDAF - WASRO / BSRAO

Angle rues 4 et 49 Hédzranawoé (rue après UTB Novissi), Avenue Jean Paul II

www.updateconcept.com

AFREEBIZZ

Première boutique en ligne

www.afreepress.info tél: 22 43 03 79 - 90 00 47 62

SAVOIR NEWS

La Première Agence de Presse Privée au Togo

www.savoirnews.net

L'INFO en Continu 24/24H

Tél (228) : 90 04 19 64 / 99 35 29 23/ 91 45 34 50

E-mail : savoir.news@yahoo.fr / info@savoirnews.net



CAFRAM-TOGO

Centre Africain de Formation et de Recherche en Arts et Métiers

Spécialiste de la Sérigraphie Industrielle

Marquage et Impression des Supports de communication

Prestation de service

Contacts : (+228) 90 05 84 20 / 22 37 75 74

Porte-clé métallique

Porte-clé plexi

Bloc cube



Tasse

Bloc

Ouvre-bière

Porte-clé



Règle

Trousse 1

Trousse 3



Tapis-souris

Sacs 4

Sac sport



Sacs 1



Sacs 2



Sacs 3



Machine



TOGO EXPRESS

Agence de distribution de courriers

Lettre- Documents d'Affaires-Colis-Marchandises

Imprimerie-Sérigraphie-Tampons-Reliure

(Tous travaux d'impression)

Adresse 141, Angle Rue LANDJO (Tokoin Tamé)

A coté du commissariat du 5ème arrondissement

BP : 5022 Lamé Togo

Tél : +228 22 61 46 08 / 23 38 54 11

Fax : +228 22 26 06 02

Cel : +228 90 15 98 06/98 10 33 08

Email : togoexpress07@yahoo.fr